

REVUE DE PRESSE | Février/mars 2015

"L'écologie doit être le bélier qui transformera le modèle français" (Géraud Guibert, Fabrique écologique)

Publié le 13/02/2015

Par Claire Avignon, AEF Développement Durable

http://srv01.aef.info/ftp01/Dolist/Fabrique_ecologique/NL_fevrier/AEFDD_depeche495522_Fabrique-Ecologique_modele-francais.pdf

La Fabrique écologique entend "faire passer quelques messages forts" à travers sa note intitulée "La résistance française à l'écologie: l'écologie peut-elle transformer positivement le modèle français?", présentée lundi 9 février 2015 lors d'un atelier co-écologique organisé à l'Assemblée nationale. Le premier est qu'il ne faut pas "contourner l'obstacle" en espérant que la mise en place de stratégies écologiques locales sera suffisante, le second est que "l'écologie est un atout majeur pour transformer le modèle français", explique le président du think tank Géraud Guibert. La présidente du groupe de travail Lucile Schmid insiste pour sa part sur la difficulté à rassembler "toutes les pièces du puzzle" qui vont des "stratégies des grandes entreprises", aux "Amap" en passant par les "écologistes politiques"...

"Incontestablement, en France, il y a une résistance spécifique à l'écologie", introduit Géraud Guibert lors de l'atelier co-écologique. Pour l'élu socialiste, ancien directeur de cabinet de Nicole Bricq lorsqu'elle était ministre de l'Écologie, "soit on pense que l'écologie est un problème qu'il faut renvoyer à de meilleurs temps, soit qu'il faut contourner le problème via les collectivités locales et la société civile, et que cela suffira pour régler le problème". "Il faut que l'écologie transforme réellement le modèle français. Tout le monde sait qu'il connaît quelques difficultés. L'écologie doit être une forme de bélier pour le transformer."

"La question de la centralisation, de la sociologique des élites est au cœur de la note", complète Lucile Schmid, membre du bureau national EELV, elle-même énarque et administratrice civile au ministère de l'Économie. De même, "la question des entreprises et du secteur privé est un élément central".

"ORGANISER UNE DEMOCRATIE ECOLOGIQUE CONCRETE"

La première orientation principale de la note est d' "organiser une démocratie écologique concrète : portage sur la durée du mandat, majorités politiques élargies, simplification et multiplication des modes de consultation et de décision citoyens dans les territoires, réflexions sur la représentativité des ONG et des entreprises en tirant les leçons du Grenelle et du débat national sur la transition énergétique".

La seconde consiste à "multiplier les outils permettant de donner aux initiatives écologiques l'ampleur qu'elles méritent pour construire un nouveau modèle : élaboration d'outils de planification et de prospective écologique, encouragement aux expérimentations et aux innovations territoriales, formation professionnelle aux enjeux écologiques dans l'ensemble des filières et notamment celle des hauts fonctionnaires, etc. et faire le lien entre vision politique et réalisations économiques et sociales".

"Sept ans après le Grenelle de l'environnement, les liens entre les enjeux écologiques et le cadre général de la politique économique des gouvernements sont toujours peu et mal posés", pose la note. "Plusieurs chaînons manquent pour donner toute leur portée aux interactions entre la transition écologique et la politique économique et sociale." Autres freins observés : l'absence d'une culture de coalition politique et une culture française marquée par l'ambivalence vis-à-vis de la nature.

"IMAGE SURPLOMBANTE DES TRENTE GLORIEUSES"

"En France, on raisonne à partir d'un modèle centralisateur, et l'on se demande comment intégrer la question écologique", analyse lors de l'atelier Marc-Olivier Padis, rédacteur en chef de la revue Esprit. "L'angoisse diffuse dans la vie politique française, c'est de trouver comment maintenir le modèle français. Pour cela, il faut parvenir à un rythme de croissance de 3 à 4 %, comme dans les années 1970. Avec l'écologie, il faut inverser le raisonnement et les priorités. Quels sont les rythmes qui sont crédibles et raisonnables ? Quelles stratégies mettre en place ? La difficulté est l'image surplombante des Trente Glorieuses."

Pour Philippe Frémeaux, éditorialiste au magazine Alternatives économiques, "la crise, la récession bloquent notre capacité à imaginer" et à "rentrer dans une société post-croissance". Il fustige "la résignation à faire bouger l'échelon central" et le fait de "glorifier les projets territoriaux".

Article publié par www.aef.info

De la résistance à l'écologie

Publié le 03/03/2015

Par Sophie Caillat, alterecoplus.fr

<http://www.alterecoplus.fr/environnement/sophie-caillat/de-la-resistance-a-lecologie-201502231420-00000856.html>

Une fois n'est pas coutume, j'aimerais vous parler non pas de comment mettre en œuvre une écologie pratique au quotidien mais d'un rapport intitulé *La résistance française à l'écologie*. Rédigé par Lucile Schmid pour la Fabrique écologique, think tank réunissant des personnalités issues du monde de la politique et de la société civile, ce document tente de répondre à la question : « L'écologie peut-elle transformer positivement le modèle français ? »

Au départ, il y a ce constat : « *Dès qu'on évoque le projet écologique, on lui oppose le manque de crédibilité économique. Cette dévalorisation est une spécificité française, elle me semble moins exister par exemple en Allemagne* », regrette cette énarque. Entrée à EELV suite à sa rencontre avec Dany Cohn-Bendit, après des années au PS, Lucile Schmid a été marquée par la vision de celui-ci sur la France, pays très centralisé, à la culture si jacobine. « *Ainsi, dans les années 1970, on a présenté le nucléaire comme une option uniquement technique et économique, sans jamais considérer que ce choix engageant notre avenir pourrait donner lieu à un débat démocratique* », souligne-t-elle.

« Paradoxe français »

Il y aurait, selon elle, un « *paradoxe français* » qui se décline sur plusieurs plans. Notre grand pays a très tôt eu conscience de la richesse de sa nature et protégé sa biodiversité, sans pour autant éviter à son agriculture les dérives du productivisme.

La demande d'écologie est croissante dans la population, en quête de valeurs pour imaginer un futur positif ; l'écologie de la vie quotidienne diffuse au-delà de la sphère militante : 80 % des Français font leurs courses avec des sacs réutilisables et 66 %

L'écologie de la vie quotidienne diffuse au-delà de la sphère militante

s'alimentent dans des circuits de proximité, selon une récente enquête du Credoc. « *Les petits gestes, d'accord (surtout s'ils permettent de faire des économies rapidement ou s'il y a un bénéfice santé à la clé), mais la transformation radicale de modèles et cadre de vie, pas encore* », souligne la note de la Fabrique.

Ambiguïté des entreprises

Du côté des entreprises, on retrouve le même paradoxe : on a des champions mondiaux de la transition écologique, comme Veolia ou Suez... qui sont aussi des champions du *greenwashing* (comme le montrait le prix Pinocchio). « *Les grandes entreprises doivent comprendre qu'en termes d'images et d'offre, elles ont intérêt à entrer dans la transition, et à ne pas mentir sur leurs réelles intentions et résultats.* » Finalement, tout

se passe comme si les entreprises avaient leurs priorités, les politiques les leurs, les citoyens les leurs... « et tout ça ne compose pas un projet de société compréhensible par tous ».

Force de propositions destinées à être reprises, le rapport fait cette hypothèse : « l'écologie peut représenter une opportunité pour revitaliser le modèle français ». Oui, mais comment ? Les rapporteurs croient en la vertu de l'exemplarité : les territoires fourmillent d'initiatives, de plans climats mis en œuvre en toute

discrétion et efficacité. L'idéal serait que les politiques, dès le début de leur mandat, se penchent sur la question du long terme... Un rêve ? « *Il y a eu une fenêtre d'opportunité loupée avec le Grenelle, mais cela peut revenir avec la COP21 à condition de parvenir à articuler le local et le global* », espère-t-elle. Avant de prévenir : « *l'écologie c'est un changement de système, or une des résistances françaises tient au fait que le discours politique est un discours de valeurs, moral, d'engagement, pas un discours de l'action.* »

« L'écologie peut représenter une opportunité pour revitaliser le modèle français »

Article publié par www.alterecoplus.fr

« Quand le climat prend du galon (élyséen) »

Publié le 03/03/2015

Par Thomas Blossesville, thomasblossesville.wordpress.com

<https://thomasblossesville.wordpress.com/2015/03/03/quand-le-climat-prend-du-galon-elyseen/>

Non, ce n'est pas anecdotique ! François Hollande s'est rendu aux Philippines, d'où il a lancé « l'appel de Manille ». Objectif: mobiliser le monde entier pour lutter contre le changement climatique. Et si ce symbole cachait un enjeu majeur: la mutation du modèle français ?

Ne soyons pas naïfs. Cet appel ne sera pas décisif dans les négociations internationales. Entre le terrorisme et les relations économiques, le climat n'a pas été le seul sujet de discussion entre François Hollande et son homologue philippin. Si le président français en a parlé, c'est parce que la conférence des Nations Unies sur le sujet se profile en décembre à Paris. Quelques jours avant le départ de François Hollande, l'Élysée m'avait prévenu : « Le président ne va pas aux Philippines pour négocier sur le climat ». Plutôt pour « lancer un appel à la mobilisation générale ». Les 26 et 27 février, c'est ce qu'il a fait. Certains n'y verront que des paroles en l'air. J'y vois le signe que le climat a gagné ses galons présidentiels. Et c'est une très bonne nouvelle.

Dans une note récente, la Fabrique écologique a bien décrit le modèle de société français : les institutions de la Vème République, surtout depuis l'instauration du quinquennat, « ont conforté cette tradition française de centralisation technocratique ». Dans ce modèle, « la vie politique française tourne autour de l'élection présidentielle ». On peut le regretter mais le Parlement, les expérimentations, les acteurs privés, les spécificités territoriales et culturelles ont un rôle limité.

Le garant des biens communs

C'est pourquoi il est crucial que l'Élysée s'empare de la question climatique. Beaucoup d'initiatives se développent, ici et là, sur le territoire. Locales, ponctuelles, souvent fragiles, elles réinventent les modes de vie pour faire face à la crise écologique, économique, sociale... L'enjeu est de les amplifier. Mais l'actuel gouvernement le prouve : il ne suffit pas de confier le ministère de l'Écologie à une forte personnalité politique, fusse-t-elle très médiatique. « Tant que la mise en œuvre du projet écologique ne s'accompagnera pas d'une vision partagée de l'intérêt général à long terme, en intégrant les gains et les pertes de chacun, l'écologie ne pourra pas occuper la place qui lui revient dans l'action gouvernementale », analyse la Fabrique écologique. Le groupe de réflexion propose un portage politique au sommet de l'État, « assumé dans la durée par le président de la République et/ou du Premier ministre, du début à la fin du mandat ». Et il a raison !

En France, les élites décisionnaires sont très centralisées et le président de la République possède un grand poids dans les institutions. Il a donc un rôle essentiel à jouer pour que l'écologie ne soit plus une simple politique sectorielle aux côtés de la culture, de la santé ou du sport. Mais qu'elle soit transversale, surplombe et encadre tous les domaines d'intervention publique. L'appel de Manille symbolise cette présidentialisation

de la question climatique. D'autres sujets le mériteraient tout autant : l'air, l'eau, la biodiversité... Pour que le président de la République devienne le garant des biens communs.

Pour aller plus loin :

- [Le texte de l'appel de Manille](#)
- [La note de la Fabrique écologique sur le modèle français](#)

Article publié par thomasblosseville.wordpress.com

« Elites Bornées »

Publié en éditio du numéro 118 - Avril 2015 de La Décroissance

Par Bruno Clémentin

Nos élites françaises sont bornées. Nous vous avons déjà présenté un rapport du Pentagone sur la question du Changement climatique et des ressources. L'Université d'Oxford dispose depuis longtemps d'un centre de recherche spécifique sur ces questions et récemment un professeur de physique a publié au nom de son Université de Californie un calcul sur la relation intime entre l'énergie et la croissance, avec sa conséquence, d'où que provienne l'énergie utilisée : « D'un point de vue physique, si nous avons une croissance de 3 % par an, dans 400 ans nous ferions bouillir les océans de la planète, pas à cause du réchauffement ou du CO₂, simplement du fait que la chaleur est un sous-produit de l'utilisation de l'énergie. » 3 % c'est l'idéal magique des politiques actuelles.

L'Allemagne, sans changer de modèle économique, faut pas rêver, a cependant depuis vingt ans engagé la transition énergétique vers le renouvelable (c'est toujours ça de gagné sur la bête nucléaire) et nous ? Et bien, élite contre élite, Un « réservoir de matière grise », auto-proclamé « La Fabrique Écologique », a pondu une note dont le titre résume à lui tout seul la principale explication de la situation de notre pays. Nous ne sommes pas très éloignés des autres pays à la richesse et au « développement » similaire. Mais, significativement, nous résistons. Je ne vous donnerais ici que de courts extraits, tirés de la synthèse. Après une ouverture classique gentille : « La société française est de plus en plus sensible aux enjeux environnementaux », le constat est très bien posé — on ne se focalisera pas trop sur l'emploi en quasi synonyme d'environnement-écologie-nature, nous sommes là dans un cadre de discussion générale telle que communément pratiquée : « Mais, simultanément, les résistances françaises à l'écologie sont importantes. La conception de la nature reste marquée par le rôle donné au progrès technique. L'organisation du contrat social autour de l'État limite le rôle des territoires et de l'expérimentation. La formation des élites françaises et les critères des décisions publiques ne prennent en compte les préoccupations écologiques que de manière sectorielle ou secondaire. L'écologie est toujours perçue comme une contrainte et non une opportunité. » Nos lectrices et lecteurs sont tout de suite en mesure d'aligner toute la ribambelle d'écotartuffes et autres sommités economico-politico-médiatiques avec ce mot « élite ».

Et ne pensons pas que ces penseurs-en-réservoir méconnaissent notre sujet : « le projet écologique repose sur une transformation des manières de produire et consommer sur fond de croissance faible, voire de décroissance. » Oui, d'accord, ils restent prudents, mais ils posent très bien le sujet car étant eux-mêmes issus du même moule des élites françaises. Nos structures d'autorité, de pouvoir, de décisions résistent donc et refusent, dans notre « cher et vieux pays », de comprendre que le temps est court, que nous surconsomons des ressources, la plupart non renouvelable. En un mot, bien connu dans nos campagnes, que nous « bouffons la barraque ».